

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES MEKNES

Appel d'offres n° 28/RFM/2018
Du 15/04/2018 à 15h00min

**Assistance technique pour la supervision des travaux
d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant
de la province de BOULEMANE**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet **Assistance technique pour la supervision des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE.**

Le présent appel d'offres ouvert en séance publique, est lancé par la région Fès-Meknès, désignée ci-après par l'Administration, en application de l'article 18 du Décret n°2-12-349 du 8 Joumada 1- 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : La région de Fès-Meknès. La maîtrise d'œuvre sera assurée par l'AREP-FM en coordination avec l'ONEE branche eau de Fès.

ARTICLE 3: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Est en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du Décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n°2-12-349 précité, les pièces justificatives à fournir par les concurrents sont :

1) Dossier administratif comprenant :

Il doit comprendre, les pièces suivantes :

- i. La déclaration sur l'honneur conforme au modèle
- ii. L'originale du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire.

En cas de groupement:

- iii. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement cette convention doit être accompagné d'une note indiquant notamment l'objet de la convention la nature du groupement le mandataire, la durée de la convention la répartition des prestations, le cas échéant comme prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité;

NB. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 40 dudit décret:

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon
- b. la forme juridique du concurrent:
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas:

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique
 - Un extrait des statuts de la société et/ ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsque il agit au nom d'une personne morale
 - L'acte par lequel la personne habilité délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'origine délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du Décret susvisé. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé
- d. L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 jourmada II 1392(27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- e. Le certificat d'immatriculation au Registre du Commerce
- f. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes **b**, **c** et **d** ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2) Dossier technique comprenant :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b) Une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément justifiant **les domaines d'activité D3 et D17** pour les concurrents installés au Maroc.

N.B : Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique mentionné dans les paragraphes a et b ci-dessus.

3) Offre technique comprenant :

1) La liste des personnes à mettre sur le projet (**Un ingénieur en génie civil ou bien en hydraulique, un technicien en hydraulique, un technicien en génie civil, un technicien en électromécanique**), leurs qualifications, expériences et leurs C.V. détaillés selon modèle en annexe (**Joindre les curriculum vitae dûment signés et les copies certifiées conformes des diplômes de chacun des membres de l'équipe qui sera chargé de l'assistance technique au maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux**) ;

2) Références, se rapportant à des prestations similaires à celles objet de l'assistance technique au maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux, réalisées durant les cinq dernières années, au profit d'administration ou bien établissement publics (**Ces références doivent être justifiées par des copies certifiées conformes à l'originale des attestations de références signées par les bénéficiaires**).

- 3) Note sur la méthodologie à suivre pour la réalisation des prestations en question.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349, le dossier d'appel d'offres comprend :

- copie de l'avis d'appel d'offres,
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;
- Les annexes

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions du § 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions du § 2-I, de l'article 20 du décret 2-12-349 précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix(10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle initialement.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsqu'elles nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire.

ARTICLE 7 : RÉPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE 8: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignement concernant l'appel d'offres ou les

documents y afférent. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le CPS signé et paraphé par le soumissionnaire ;
- Le dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Une offre technique.
- Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement, établi comme il est précisé au § 1-a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité.
 - Le bordereau des prix - détail estimatif comme il est précisé au § 1-b de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;

Le montant de l'acte d'engagement doit être écrit en chiffres et en toutes lettres conformément au modèle joint.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être écrits en chiffres.

En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés du bordereau des prix, le cas échéant, sont tenus pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- **L'adresse e-mail et le numéro du registre de commerce du concurrent ;**
- L'avertissement que «les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient trois enveloppes comprenant pour chacune :

- a- La première enveloppe : le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ; le règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.
Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «dossiers administratif et technique» ;
- b- La deuxième enveloppe : L'offre technique. Cette enveloppe doit être cachetée et portée de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique »
- c- La troisième enveloppe : l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «offre financière » ;

ARTICLE 11 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont aux choix des concurrents :

- soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- **soit transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics ;**
- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret n° 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis déposés ou reçus par courrier resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément à l'article 32 du décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret n° 2-12-349.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349.

ARTICLE 13 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES :

Conformément à l'article 33 du décret n° 2-12-349, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-12-349 relatif au délai d'approbation du marché, dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa ci-dessus, le délai de validité visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

ARTICLE 14 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Aux seules fins de comparaison des offres relatives aux marchés de travaux et d'études y afférentes, et après que la commission d'appel d'offres ou le jury de concours ait arrêté la liste des concurrents admissibles et éliminé les concurrents dont les offres ne sont pas conformes aux spécifications

exigées et lorsque des entreprises étrangères soumissionnent à ces marchés, une préférence peut être accordée aux offres présentées par des entreprises nationales.

Dans ces conditions, les montants des offres présentées par les entreprises étrangères sont majorés d'un pourcentage de quinze pour cent (15%).

Le règlement de consultation relatif aux procédures de passation de ces marchés fixe le pourcentage à appliquer pour la comparaison des offres lors de leur évaluation.

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent auxdits marchés, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 29 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement

ARTICLE 15: LANGUE DE L'OFFRE

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française

ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 17 : CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

La commission apprécie, selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif, technique et dans l'offre technique de chaque concurrent.

ARTICLE 18 : CRITÈRES DE CHOIX ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres seront jugées conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38, 39, 40, 41 et 42 du décret n°2-06-388 précité, et sur la base des critères d'évaluation de la note technique cités ci-dessous et de l'offre financière. Après vérification des pièces exigées dans les dossiers administratif et technique et de l'offre technique, l'évaluation des candidats se fera en deux étapes :

1^{ère} étape : Evaluation technique des candidats

Critères d'évaluation de la note technique :

L'offre techniquement la plus avantageuse est appréciée en tenant compte principalement :

- De sa capacité à répondre aux stipulations du CPS ;
- De la qualité des offres ;

La capacité à répondre aux stipulations du CPS et la qualité des offres est appréciée par l'ensemble des critères suivants :

A) Le nombre de références techniques en relation avec l'étude objet de l'appel d'offres (Nt1) ;

B) La composition de l'équipe proposée pour la réalisation de l'assistance technique au maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux (Nt2) ;

C) La Méthodologie à suivre pour la conduite et la réalisation des prestations (Nt3).

$$Nt = Nt1 + Nt2 + Nt3$$

Le système de notation relatif aux critères susvisés est présenté ci-après :

A - Références similaires à celle faisant l'objet de l'appel d'offres, réalisées durant les cinq dernières années (30 Points)

- Chaque référence d'importance supérieure ou égale : 15 Points
- Une référence de moindre importance : 5 Points

La note maximale est fixée à 30 points.

N.B.: Toute référence déclarée par le concurrent et non justifiée par une attestation de référence signée par l'organisme bénéficiaire et certifiée conforme ne sera pas prise en considération.

B – Equipe proposée (60 Points)

L'équipe proposée sera composée comme suit :

- Un Ingénieur en génie civil ou en hydraulique d'au moins dix ans d'expérience
- Un Technicien en hydraulique d'au moins cinq ans d'expérience
- Un Technicien en génie civil d'au moins cinq ans d'expérience
- Un Technicien en électromécanique d'au moins trois ans d'expérience

Chacun des membres de cette équipe est noté selon les critères suivants :

- L'expérience dans le domaine (Exp)

Cette notation est répartie suivant le canevas suivant :

↳ La note de l'ingénieur en génie civil ou bien en hydraulique : (30 points)

- Chaque année d'expérience dans le domaine est sanctionnée par 3 Points
- Le maximum est de 30 Points (un seul ingénieur sera noté) ;

↳ La note du technicien en hydraulique : (10 points)

- Chaque année d'expérience dans le domaine est sanctionnée par 2 Points ;
- Le maximum est de 10 Points (un seul technicien en hydraulique sera noté).

↳ La note du technicien en génie civil : (10 points)

- Chaque année d'expérience dans le domaine est sanctionnée par 2 Points ;
- Le maximum est de 10 Points (un seul technicien en génie civil sera noté).

La note du technicien en électromécanique : (10 points)

- Chaque année d'expérience dans le domaine est sanctionnée par 2 Points ;
- Le maximum est de 10 Points (un seul technicien en électromécanique sera noté).

C - Méthodologie à suivre pour la conduite et la réalisation des prestations : 10 points

Ce critère sera noté sur 10 points. Cette note sera pondérée par un coefficient Ca dont la valeur est fonction de la qualité de la méthodologie proposée :

- Satisfaisante : $Ca = 1$
- Assez bien : $Ca = 0.8$
- Moyenne : $Ca = 0.6$
- Faible : $Ca = 0$

La méthodologie doit indiquer en détail, la démarche à suivre par le Consultant pour l'exécution des prestations objet du CPS.

D. Motifs d'élimination des offres retenues pour la notation technique :

L'offre est éliminée si l'une des conditions suivantes est vérifiée :

- La note technique ($N_{\text{technique}}$) est strictement inférieure à 50/100;
- La note sur la méthodologie (N_1) est nulle;
- L'ingénieur Chef de projet n'a pas une expérience de cinq (05) années au minimum dans les études d'alimentation en eau potable.

2^{ème} étape : Evaluation des offres financières

La note technique des concurrents retenus est pondérée avec la note financière.

Note financière (Nf) :

L'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points, les autres offres seront affectées chacune d'une note calculée par l'application de la formule suivante :

$$Nf = 100 \times \frac{Md}{M} \quad \text{dans laquelle :}$$

Md : désigne le montant de l'offre la moins disante

M : désigne le montant de l'offre considérée

Nf : désigne la note financière qui sera attribuée à l'offre considérée

Note global (Ng) :

Les notes technique et financière obtenues par chaque candidat seront ensuite pondérées pour déterminer la note global Ng selon la formule suivante : **$Ng = 0,7 Nt + 0,3 Nf$**

Classement des offres:

L'ordre de classement final des offres se fera par ordre croissant (du 1er au dernier) en commençant par la note la plus élevée et en finissant par celle la moins élevée.

L'offre la plus avantageuse à retenir par l'administration est celle ayant obtenue la note Ng la plus élevée.

Le soumissionnaire

« Lu et accepté »

Le maitre d'ouvrage

